

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°109 - AVRIL - MAI 2023

EN ACTION



**CONSOLIDER LES ACQUIS
DE LA PAIX A TRAVERS
LE RELEVEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE**

04 LE DÉSARMEMENT VOLONTAIRE POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DE LA PAIX

06 L'ÉCOLE DE LA GENDARMERIE NATIONALE RÉCEPTIONNE DE NOUVEAUX LOCAUX RÉHABILITÉS ET ÉQUIPÉS

08 FAVORISER LE RELÈVEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES FILLES DE LA NANA MAMBERE

10 IMPLIQUER PLUS D'ACTEURS DANS LA PRÉVENTION DES ACTES D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS

13 LE BATAILLON CAMEROUNAIS AU CHEVET DES DÉTENUS DE PAOUA



04



06



12

14 COMMÉMORATION DU 29E ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE RWANDAIS À BANGASSOU

15 7^E ANNIVERSAIRE DU PACTE DE NON-AGRESSION ENTRE LES QUARTIERS BOEING ET PK5

16 LES FEMMES DE LA VILLE DE KAGA-BANDORO INITIENT UN DIALOGUE COMMUNAUTAIRE

17 LA MINUSCA APPUIE LA PROMOTION DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

18 **VAKAGA** : 30 LEADERS COMMUNAUTAIRES SENSIBILISÉS SUR LES STRATÉGIES DE PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX



20 LE PREMIER CARREFOUR DE L'EMPLOI DE BANGUI AVEC LA PARTICIPATION DE LA MINUSCA



MINUSCA
RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou

EQUIPE
RÉDACTIONNELLE
Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants
régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION
#109



UNMINUSCA | UN_MINUSCA



<https://www.facebook.com/minusca.unmissions>



<https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>



UNMINUSCA



https://twitter.com/UN_CAR



<https://minusca.unmissions.org/>

LE DESARMEMENT VOLONTAIRE POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DE LA PAIX

Les membres des comités locaux de suivi du Programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) des 3e, 5e, 6e, 8e arrondissements de Bangui ainsi que de Bimbo et Begoua ont bénéficié d'une formation pour améliorer leurs capacités dans le suivi de la mise en œuvre du Programme ainsi que dans le processus de remise volontaire des armes par les civils pour contribuer à la cohésion sociale. La formation a été organisée, les 5 et 6 avril 2023, par le ministère en charge du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) en partenariat avec la MINUSCA à travers sa Section DDR.



A l'ouverture de cet atelier, le chef de cabinet du ministère du DDR et du suivi de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), Thierry Zeneth, a émis le souhait que les présentations correspondent à la réalité de la communauté. « Nous voulons des présentations basées sur les réalités, sur le concret, pour permettre à chacun des participants de tirer quand même quelque chose, une substance qui permette une bonne réaction lorsqu'ils seront en face de ces cas. Et à l'endroit des participants, « Je vous demande

d'être non seulement attentifs, mais d'être très participatifs, de partager les expériences de votre communauté avec les autres pour pouvoir créer une chaîne de communication, d'échanges qui puisse servir vraiment à la mise en œuvre du projet CVR », a-t-il indiqué.

Cette session a vu la participation des experts de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre qui ont édifié les membres des comités locaux de suivi des activités CVR, sur la manière de jouer un rôle positif dans la promotion du



désarmement civil. Le désarmement civil vise à réduire la violence communautaire dans les différents arrondissements. Quant aux experts du ministère de la Réconciliation nationale, ils ont entretenu les membres des Comités locaux, sur la cohésion sociale et sur le dialogue. « Les participants étaient vraiment très engagés. Ils ont posé beaucoup de questions et ils se sont engagés à jouer ce rôle positif non seulement dans la promotion des activités civiles, mais aussi dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue dans leurs différentes communautés », a constaté Wilfried Relwende Sawadogo de la Section DDR de la MINUSCA.

Après être outillés sur ces différents thèmes, les participants se sont engagés à sensibiliser leurs communautés respectives sur la remise volontaire des armes et sur la cohésion sociale, pour contribuer à la paix et à la sécurité dans le pays. « Les deux jours que nous avons passé ici, ont permis le renforcement de nos capacités pour aller à la base, impliquer même les chefs de quartiers, sensibiliser les gens afin qu'ils rendent leurs armes parce que le civil n'est pas sensé détenir des armes chez lui », a

dit Amadou Ronfa, conseiller municipal à la mairie du 3^e arrondissement.

Même son de cloche chez Bende Marie membre du comité du 5^e arrondissement qui dit : « nous allons approcher la population pour conseiller de déposer les armes dans les commissariats, les gendarmeries, parce que les armes ne sont pas bonnes à garder dans la maison ». « Et puis, nous avons fait un atelier sur la cohésion sociale, la médiation. Nous irons auprès de gens qui ont des problèmes, pour faire la médiation entre eux, pour qu'ils reprennent la paix et la cohésion sociale entre eux », a-t-elle ajouté.

A l'issue de l'atelier, des ballons ont été remis aux différents comités locaux de suivi du Programme de réduction de la violence communautaire, afin qu'ils organisent des activités sportives pour promouvoir le vivre ensemble et la cohésion au sein de leur communauté. ■

Par Cynthia Nasangwe

L'ÉCOLE DE LA GENDARMERIE NATIONALE RECEPTIONNE DE NOUVEAUX LOCAUX REHABILITÉS ET ÉQUIPÉS

La Direction de l'école de la gendarmerie nationale a réceptionné, le 07 avril 2023, ses nouveaux bâtiments réhabilités par la MINUSCA. Lesdits bâtiments équipés, comportent des salles de cours, des bureaux, des dortoirs, une cuisine, deux infirmeries et des toilettes.



D'un coût de plus de 73 millions de FCFA, ce projet vient une fois de plus, s'inscrire sur la liste des efforts de la Police de la MINUSCA pour contribuer au renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure de la République centrafricaine.

Néné Ouedraogo, Commissaire divisionnaire de la Police des Nations Unies, a rappelé pour la circonstance que : « la réalisation du présent projet est en lien étroit avec le mandat de la MINUSCA. La réhabilitation de ces locaux vient à point nommé puisque qu'elle intervient à la veille de la nouvelle rentrée et cela traduit le souci de la MINUSCA de mettre à la disposition des élèves gendarmes et du personnel d'encadrement un cadre approprié de même que des conditions de travail décentes ». Elle a saisi également cette occasion pour « saluer la persévérance et la vigilance des collègues de la MINUSCA pour le contrôle et le suivi de la qualité des travaux et ce en étroite collaboration avec les autorités de la gendarmerie nationale qui ont travaillé d'arrache-pied dans une parfaite cohésion ».

Représentant le Directeur général de la

gendarmerie, le Colonel Mafoutapa Simplicite Martial, a remercié la MINUSCA pour « ces réalisations qui contribuent fortement à l'engagement des Nations Unies aux côtés des autorités centrafricaines pour la restauration de l'autorité de l'Etat. Car c'est ici-même que commence la prise de conscience, l'enseignement au professionnalisme pour le métier de gendarme, soldat de la loi ».

Il a également interpellé la Direction à maintenir ce joyau en état. « Je voudrais maintenant m'adresser au staff de l'école et leur signifier que ces ouvrages deviennent la propriété de l'école dont la charge de la maintenance vous revient désormais ; vous avez l'obligation de les maintenir en état pour l'avenir ».

La remise officielle de ces infrastructures à l'Ecole de la Gendarmerie nationale centrafricaine intervient à la veille de la rentrée académique des nouvelles recrues. ■

Par Grâce Ngbaleo



FAVORISER LE RELÈVEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES FILLES DE LA NANA MAMBERE

Une centaine de femmes et filles des localités de Baoro, Bouar, Baboua et Beloko, ont bénéficié, le 5 avril 2023, d'une formation en coupe et couture grâce à l'appui de la MINUSCA dans le cadre d'un Projet à Impact rapide. Cette initiative a pour objectif de contribuer à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires et de promouvoir leur participation au développement de leurs différentes communautés.



Dans le cadre de son appui au relèvement socioéconomique des femmes victimes de conflits et de violences sexuelles basées sur le genre dans la préfecture de la Nana Mambere, la Section Genre et l'Unité d'appui aux Affaires pénitentiaires de la MINUSCA ont lancé ledit projet à Bouar.

Financé à hauteur de 17 millions de FCFA par la MINUSCA, ce projet vise à outiller les bénéficiaires en compétences leur permettant de mener des activités génératrices de revenus afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. « La formation alliera des phases théoriques et pratiques au cours desquelles les bénéficiaires produiront des tenues pour les détenus de la Maison centrale de Bouar. Aussi, à l'issue de cette formation les bénéficiaires seront-elles dotées en kits pour la mise en place d'activités génératrices de revenus en vue de leur intégration socio-économique », a précisé Serge Victor Ndoladé, Conseiller exécutif de l'Association des femmes chrétiennes catholiques.

Le sous-préfet de Bouar, Jean Norbert Niendé, a remercié la MINUSCA pour son appui multiforme

pour l'amélioration des conditions de vie du peuple centrafricain en général, et des femmes en particulier. « J'en appelle aux partenaires locaux et aux bénéficiaires du projet d'appui à la formation des femmes et des filles en coupe et couture à œuvrer pour que cet investissement de la MINUSCA ait un impact positif durable sur la vie des communautés », a-t-il plaidé.

Représentant le chef du bureau de la MINUSCA à Bouar, Kokou Sylvestre Zounou, a souligné pour sa part que « cet appui de la MINUSCCA au profit des femmes de la Nana Mambere consacre l'engagement des Nations Unies à participer activement aux actions de développement et de paix en République centrafricaine ». Il a lancé un appel à tous les partenaires du projet afin qu'ils s'engagent dans un travail d'équipe pour faire de ce projet une réussite.

Au-delà de la formation en coupe et couture, le projet est également une opportunité de sensibiliser les bénéficiaires sur leurs rôles et responsabilités dans la promotion des initiatives de paix et de développement au sein de leurs communautés. ■

Par Dramane Darave

Plusieurs centaines d'élèves du lycée FATIMA, dans le 3^e arrondissement de Bangui, ont participé, le 7 avril 2023, à une séance de sensibilisation de masse sur les Violences Basées sur le Genre (VBG). Cette activité est portée par la Division de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA et la Police de l'ONU en partenariat avec l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UNMIRR).

Partant du constat que les VBG sont une réalité en milieu scolaire, cette sensibilisation avait pour objectif de renforcer les connaissances des élèves en la matière, ainsi que sur les mécanismes de prévention comme l'a indiqué le Directeur de l'UNMIRR, le Lieutenant-colonel Paul Amédée Moyenzo. « Les élèves vont prendre conscience de plus en plus de cette réalité. C'est pourquoi nous aimerions que le message soit bien clair et que les élèves de manière générale puissent s'approprier ce concept de violence basée sur le genre, pour que ça ne soit plus l'affaire d'une poignée de gens, mais que ça soit une affaire de tous, et que nous puissions effectivement repousser cette mauvaise pratique dans nos établissements scolaires », a-t-il souligné.

Le proviseur du Lycée Fatima, Sarah Aimé Maurice, a exprimé sa satisfaction à la clôture de cette initiative, qui aura sûrement un impact positif sur le comportement des élèves : « Je crois que cette campagne qui vient de se dérouler au sein de l'établissement aura un impact positif sur l'ensemble de notre société, à savoir la communauté scolaire et la population en général. Effectivement, dans les jours passés, certaines de nos élèves ont été victimes d'agression. Je pense qu'avec cette campagne-là, il y aura un effet positif », a-t-il indiqué. ■



IMPLIQUER PLUS D'ACTEURS DANS LA PRÉVENTION DES ACTES D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS

L'équipe de Conduite et discipline de la MINUSCA a organisé du 11 au 17 avril 2023 à Bangui, des séances de renforcement de capacités au profit de différents acteurs de la société centrafricaine notamment des associations de défense des droits humains, des points focaux des réseaux communautaires de réponse aux exploitations et abus sexuels ainsi que le réseau des journalistes des radios communautaires. Ces activités ont été organisées dans le cadre de la stratégie de communication du système des Nations Unies, pour prévenir et répondre de manière plus efficace face à ces actes.



Cette série de formations s'inscrit dans la droite ligne de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général des Nations Unies vis à vis des actes d'exploitations et abus sexuels. Afin que cette politique soit une réalité en République centrafricaine, toutes les couches de la société doivent s'impliquer. C'est ainsi que la MINUSCA, a tenu à renforcer les connaissances de plusieurs acteurs pour les impliquer dans la prévention à tous les niveaux et même dans les préfectures, en sensibilisant les couches les plus vulnérables de la population.

C'est au total 54 représentants d'associations de défense des droits humains, 150 représentantes des femmes de Bangui et Bimbo, 33 membres du Réseau communautaire de prévention et de réponse aux actes d'exploitation et d'abus sexuels et 20 journalistes des radios communautaires qui ont été, tour à tour,

outillés sur les valeurs fondamentales de l'ONU, le standard de conduite du personnel de l'ONU, les conséquences de ces actes d'exploitations et abus sexuels sur l'auteur et la victime, ainsi que le mécanisme de dénonciation et l'assistance aux victimes.

La prévention commence dans la communauté

La formation des représentants d'associations de défense des droits humains, le 13 avril 2023, leur a permis de comprendre ce que sont les actes des actes d'exploitations et abus sexuels, comment les prévenir et comment venir en aide aux présumés victimes dans leurs communautés afin de les orienter vers des structures qui peuvent les aider. Marie Denise Guerekobi, présidente de l'Organisation pour la promotion du genre, de la protection des droits humains et le développement, a fortement apprécié cette formation qui lui a



permis d'acquérir de nouvelles connaissances sur ces actes. « Ce renforcement de capacités nous permet d'approcher la communauté pour l'aider à connaître ses droits, à savoir s'orienter en cas de VBG, en cas d'exploitation sexuelle causée par les agents des Nations Unies ; comment orienter les gens au niveau de l'UNMIRR comment appeler sur la ligne 40 44 pour informer la Equipe conduite et discipline », a-t-elle indiqué.

Andropov Emasse, Chargé de Conduite et discipline à la MINUSCA, a expliqué que : « La majorité de la population ne connaît pas la différence entre VBG, exploitation sexuelle et abus sexuel. Donc nous avons défini l'exploitation sexuelle nous avons défini en même temps aussi l'abus sexuel. Lorsqu'on parle de l'exploitation sexuelle c'est lorsque le personnel de l'ONU utilise ces privilèges sociaux politiques et diplomatiques à des fins sexuelles et on a dit aux participants d'aller sensibiliser, informer la population locale pour leur dire qu'il est strictement interdit aux militaires et aux policiers de l'ONU d'avoir des relations sexuelles et nous voulons que cette politique de tolérance zéro soit appliquée dans la communauté ».

Le 14 avril 2023, c'était au tour des points focaux du réseau communautaire de prévention et de réponse aux actes d'exploitation et d'abus sexuels, de prendre part à une séance de renforcement des capacités. Ils ont aussi été sensibilisés pour assister les victimes présumées et recevoir les allégations d'actes d'exploitation et d'abus sexuels. Ces points

focaux, vont être impliqués dans l'assistance aux victimes

Sixte Kossekese, point focal du réseau communautaire de prévention et réponse d'EAS, s'est réjoui de la valeur ajoutée de cette formation : « ce que j'ai eu à retenir de cette formation, c'est si nous recevons les plaintes de victimes présumées, comment nous allons traiter ces informations et pour remonter au niveau de l'Equipe conduite et discipline ».

Porter loin la voix de la prévention

Pour clôturer cette série de formation, l'Equipe conduite et discipline de la MINUSCA a formé 22 journalistes des radios communautaires, le 17 avril 2023, sur le mécanisme de dénonciation, de signalement qui existe au sein du système des Nations Unies, ainsi que l'assistance qui est fournie aux victimes. Les journalistes serviront de relais comme l'a indiqué Alexandre Cudgenslhey : « Ils vont aller aussi dans les secteurs pour renforcer les capacités de leurs confrères qui sont dans les radios communautaires pour qu'ensemble, on puisse vraiment faire de la politique de tolérance zéro une réalité en sensibilisant les plus vulnérables afin qu'il n'y ait plus jamais de cas d'exploitation et d'abus sexuels impliquant le personnel des Nations Unies ».

De leur côté, les journalistes se sont engagés à accompagner la MINUSCA dans son travail de sensibilisation. ■

Par Dramane Darave

Une vingtaine de haut-gradés de la Police, de la Gendarmerie et des Forces armées centrafricaines (FACA) ont participé du 25 au 28 avril 2023, à une sensibilisation sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la politique de diligence voulue en matière des Droits de l'homme organisée par la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA.

Cette session a permis aux participants de s'approprier les principes fondamentaux des droits de l'homme et la politique de diligence voulue en matière des Droits de l'homme, d'intégrer ces principes dans leur travail quotidien afin de contribuer à prévenir la récurrence des violations des droits de l'homme, comme l'a indiqué Zee Mafor Achu Samba, Chargé des Droits de l'Homme à la MINUSCA : « Comme on est en train de former les Forces de défense et les Forces de sécurité intérieure, on voulait que toutes ces formations soient intégrées dans leur travail régulier. Pour l'impact de ces formations, on souhaite que finalement, même quand ils sont en train de faire leur travail régulier, qu'ils soient en train aussi de changer leur comportement envers la population centrafricaine ». ■





LE BATAILLON CAMEROUNAIS AU CHEVET DES DÉTENUS DE PAOUA

L'ensemble des détenus de la Maison d'arrêt de Paoua ainsi que le personnel pénitentiaire ont bénéficié de consultations et de soins de santé gratuits. Organisée le 26 avril 2023, par le bataillon camerounais de la MINUSCA, l'activité a été menée en présence des autorités de Paoua, du Médecin chef de l'hôpital de district de Paoua et de la Cheffe du bureau de la MINUSCA.

Dans le cadre de ses activités civilo-militaires, le 9e bataillon camerounais déployé à Paoua a examiné 18 détenus et 7 gardes pénitentiaires. Le Médecin en chef, Capitaine Laura Onana, a constaté que les patients du jour souffraient de diverses maladies et avaient des douleurs diverses et a distribué aux uns et aux autres des antibiotiques, antipaludéens, antalgiques, antidiarrhéiques, antiallergiques, vitamines et des sels minéraux.

Ces soins, longtemps sollicités par le Régisseur de la Maison d'arrêt, ont été finalement prodigués juste avant la période pluvieuse, période où de nombreuses maladies se déclarent. Les détenus n'ont pas manqué de rappeler que ceci est la première fois qu'ils bénéficient de soins de santé en tant que détenus. Ils ont salué la collaboration entre la Maison d'arrêt et la MINUSCA grâce à laquelle ils ont pu être soignés.

La Cheffe du bureau MINUSCA de Paoua, Aissetou SANOGO, s'est dit honorée que la

MINUSCA accompagne le gouvernement centrafricain afin d'améliorer les conditions de vie dans les prisons et garantir l'un des droits fondamentaux des détenus qu'est le droit à la santé. Mme Sanogo n'a pas manqué de rappeler la nécessité d'actions de ce genre pour un centre comme la Maison d'arrêt de Paoua qui, « souffre de manque de moyens et d'accompagnement ». La meilleure illustration de cette peine serait le manque de vivre pour les détenus qui a été observé dans ladite Maison d'arrêt. La Cheffe du bureau MINUSCA de Paoua a donc profité de la cérémonie de lancement de ces soins gratuits pour plaider pour que la Maison d'arrêt de Paoua soit dotée d'une infirmerie.

Cette clinique mobile du bataillon camerounais en était à sa première sortie. Elle prévoit des consultations gratuites dans les écoles de la ville, auprès des populations vulnérables et même au sein des hôpitaux de la préfecture. ■

Par Safiatou Doumbia

COMMÉMORATION DU 29^E ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE RWANDAIS A BANGASSOU

L'Unité Rwandaise de Police constituée de la MINUSCA à Bangassou a célébré le 10 avril 2023, avec les autorités locales et les différentes Sections de la MINUSCA, le 29e anniversaire du génocide perpétré au Rwanda en 1994. Une occasion de rendre un hommage aux victimes de cette atrocité et d'exhorter la Communauté internationale à contribuer à la promotion et à la restauration d'une paix durable dans le monde.



Le Commandant du Contingent Rwandais, Athanase Ruganintwari, est revenu sur l'historique du génocide avant d'interpeller à une prise de conscience collective « sur la valeur de la vie ». Il n'a pas manqué de souligner les efforts fournis dans le cadre de la reconstruction nationale du Rwanda, tel que la suppression de la mention ethnique sur la carte d'identité nationale et autres documents officiels, la réforme judiciaire par le biais du pardon des bourreaux et la promotion de l'émergence des Rwandais en général.

Le Chef du Bureau de la MINUSCA, Rosevel Pierre Louis, a, quant à lui, rendu hommage « à la résistance des survivants et au parcours du peuple Rwandais vers la guérison, la restauration et la réconciliation ». Il a appelé au respect des Droits humains en général et du Droit de l'homme en particulier. « Restez fermes et inébranlables contre la montée de l'intolérance, soyez vigilants et aussi prêts à réagir pour la paix, la sécurité, la justice et les Droits de l'homme pour tout le monde », a-t-il conclu.

Du côté des autorités locales, la préfète du Mbomou, Pierrette Benguere, a appelé à une prise de conscience des leçons du passé afin de soigner positivement notre société. Elle a félicité « les décideurs Rwandais qui ont pu orienter très rapidement leur manière de percevoir la nouvelle société Rwandaise ». Elle a rappelé la citation du Secrétaire général des Nations Unies relative à la Journée internationale de la paix 2022 : « Mettre fin au racisme. Bâtir la Paix ». Pour elle, le peuple doit être uni comme une seule famille afin de réparer le monde fracturé et agir pour défaire le racisme, le népotisme, le tribalisme, la pauvreté, les inégalités, les conflits, les violences, et les discours de haine. « Ensemble démantelons les structures qui alimentent le racisme et promouvons les mouvements des Droits Humains partout dans le monde », a-t-elle indiqué.

Une minute de silence a été observée en mémoire des victimes, suivi des témoignages des rescapés du génocide. ■

Par Maelaine Annette Malebingui



7^E ANNIVERSAIRE DU PACTE DE NON-AGRESSION ENTRE LES QUARTIERS BOEING ET PK5

Les communautés musulmanes du Pk5, et chrétiennes de Boeing ont commémoré le 25 mai 2023, le 7^e anniversaire du pacte de non-agression paraphé entre eux en février 2016. L'accord a permis de mettre fin aux violences intercommunautaires et de rétablir la libre circulation dans le 3^e arrondissement de Bangui.

La cérémonie marquant la commémoration de cet 7^e anniversaire a été organisée par le ministère de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale avec le soutien de la Section des Affaires civiles de la MINUSCA, en présence des autorités locales et leaders communautaires ainsi que de la population.

Mettre fin aux conflits

Le pacte a été signé le 11 février 2016, pour mettre fin à plusieurs mois de tensions entre les deux communautés, conséquences des crises militaro-politiques. 7 ans après, il a permis de garantir la libre-circulation des personnes et des biens, l'accès au cimetière de Boeing, de renforcer la confiance et de faciliter le processus de réconciliation entre les deux communautés.

Cette célébration s'inscrit dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale, du vivre-ensemble et de la réconciliation nationale. Elle vise aussi à valoriser les acquis des Accords locaux de paix de Bangui, Begoua, Boeing, PK5, Fatima, Kokoro, Castors, Yakite, « Rond-point Abel Goumba » signés avec l'implication des leaders communautaires, autorités locales et la MINUSCA en 2016.

Vincent Pingo, président du comité de pilotage du suivi du Pacte énumère quelques acquis engrangés : « Les résultats sont probants, la MINUSCA nous

a construit la mairie secondaire de Boeing, le commissariat de police de Boeing et le marché de Boeing. Ce qui a fait qu'aujourd'hui, il y a une parfaite entente entre Boeing et PK5, nos frères vont vendre leurs marchandises à PK5 en toute sécurité, et aussi nos frères de KM5, viennent inhumer les corps dans la sécurité »

Des acquis à protéger

Les acquis obtenus grâce à ce pacte, le Chef de service de l'information et de sensibilisation au ministère de l'Action humanitaire, Dieudonne Passi, appelle à les protéger tout en restant vigilant.

« J'exhorte le Comité de pilotage du suivi du Pacte de non-agression d'être vigilant, parce que lorsque les gens commenceront à vivre ensemble et dans la paix, l'ennemi de la paix est proche d'eux, pour chercher à exploiter des incidents mineurs, dans l'objectif de créer des d'autres conflits, c'est pour cela que je vous interpelle à la vigilance », a-t-il dit à l'assistance.

Pour Jean-Bosco Ndelet, Chargé des Affaires civiles à la MINUSCA, cette commémoration permet de « considérer le chemin parcouru et de nous souvenir de tous les acteurs qui ont contribué à la signature de ce Pacte de non-agression et de réconciliation et qui a contribué au retour de la paix. Cette paix que nous devons préserver par le dialogue et la cohésion sociale ». Il a aussi ajouté que : « la MINUSCA y contribuera toujours en appui avec les autorités centrafricaines ».

En marge de la commémoration, les autorités locales de Boeing et PK 5 ont aussi appelé le gouvernement et les partenaires à tout mettre en œuvre pour doter la ville de Bangui d'un autre cimetière. ■

Par Crispin Dembassa-Kette



LES FEMMES DE KAGA-BANDORO INITIENT UN DIALOGUE COMMUNAUTAIRE

Le 25 mai 2023, à Kaga-Bandoro, les autorités locales ont organisé un dialogue communautaire entre les représentantes des organisations féminines et les acteurs formels et non formels de la justice. L'objectif de cette initiative appuyée par la MINUSCA était de discuter des questions et dysfonctionnements liés à la justice afin de s'accorder sur la conduite à tenir pour renforcer la paix et la cohésion sociale dans la ville.

Réunissant une cinquantaine de participant dont 30 femmes, cette rencontre fait suite à une formation initiée par la Section Genre de la MINUSCA à l'intention des femmes, sur la résolution pacifique des conflits. Au cours de ladite rencontre, les femmes ont élaboré un plan d'action pour mieux s'impliquer dans les initiatives de paix et de cohésion sociale.

Pour la Présidente de la Société civile, Olga Semandele, les femmes doivent prendre leurs problèmes en main. « Dans notre ville les femmes rencontrent beaucoup de problèmes liés à la justice; si personne ne dénonce cela, les problèmes vont perdurer et les femmes vont continuer de souffrir; raison pour laquelle nous avons décidé de rompre le silence à travers ce dialogue communautaire qui implique les chefs de groupes, les représentants de la justice, du commissariat, de la gendarmerie, et des services de l'État », a-t-elle dit.

Les femmes ont formulé plusieurs recommandations dont, entre autres, celles de revoir les pratiques au niveau des barrières de contrôle au centre-ville; d'initier des patrouilles des Forces de sécurité et de défense; de renforcer la collaboration entre les Forces de sécurité intérieure, le président du tribunal,

le procureur et les chefs de groupes afin que les compétences des uns et des autres telles que définies soient mieux comprises; de respecter les couloirs de transhumance; organiser plus régulièrement des dialogues autour des questions communautaires; de dissoudre les groupes dits d'auto-défense dans la ville et ses environs, et de reprendre les réunions de sécurité de façon inclusive.

Le Chef de service des Affaires sociales de la préfecture, Jean Marc Sadia, a félicité les femmes pour cette grande avancée qui va contribuer à améliorer la justice sociale qui est une condition importante pour la paix, la cohésion sociale et le développement dans une communauté.

Les autorités locales se sont engagées à réfléchir sur des pistes de solutions afin d'apaiser les tensions et de renforcer les relations entre la population et les acteurs de la justice. « Nous avons pris note des recommandations de cette rencontre et chaque acteur a une part de responsabilité; nous allons faire le suivi de chaque point pour nous assurer que les requêtes de ces femmes soient prises en compte », a déclaré le sous-préfet Awat Mahamat. ■

Par Bebey Michelle Tchania

LA MINUSCA APPUIE LA PROMOTION DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Une série d'ateliers sur « les Droits économiques sociaux et culturels », ont été organisés par la MINUSCA durant le mois de mai 2023, à l'intention de plusieurs acteurs étatiques et non étatiques œuvrant dans le cadre de la promotion des Droits de l'homme en République centrafricaine. L'objectif est de promouvoir ces droits au même titre que les Droits civiques et politiques.

Cette série d'activités a regroupé d'abord 30 représentants du Conseil économique et social, du Comité national de prévention du génocide, de crimes atroces et crimes contre l'humanité et de la Commission nationale des Droits de l'homme et libertés fondamentales, les 11 et 12 mai 2023.

LE RETOUR PROGRESSIF DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT PERMET DE PORTER UN INTÉRÊT À CES DROITS

L'organisation de ces ateliers s'explique par le fait que les activités de promotion et de protection des Droits de l'homme, menées par la MINUSCA en République centrafricaine depuis sa mise en place étaient pour la plupart concentrées sur les droits civils et politiques. Ce qui se justifie par les conflits récurrents dans le pays et les violations qu'ils ont engendré spécifiquement sur les droits à la vie, à l'intégrité physique et à la sûreté.

Face à l'évolution de la situation, notamment, au retour progressif de l'autorité de l'Etat, il paraît important de porter un intérêt particulier à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et d'encourager des actions y relatives.

« Comme l'Etat a recouvré son intégrité territoriale et qu'il entreprend un certain nombre d'activités, il est important qu'on puisse rappeler que des droits économiques sociaux et culturels font partie des obligations qu'il faut mettre en œuvre ; et nous avons inscrit ça à l'ordre des priorités. », a confirmé à ce propos Sylvestre Pakabomba de la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA.

RENFORCER LES CAPACITÉS DES PARTICIPANTS ET FACILITER UNE

APPROPRIATION NATIONALE

Selon Dedy Rodouan Salah, Directeur général des Droits humains et de la bonne gouvernance au ministre de la Justice, de la bonne gouvernance et des droits de l'homme, « ces ateliers renforcent les capacités des participants sur les contenus des notions des Droits économiques sociaux et culturels ainsi que les cadres juridiques internationaux, régionaux et nationaux mais aussi facilitent une appropriation nationale de ces Droits à travers leur diffusion et leur prise en charge ».

Les participants à ces ateliers ont principalement échangé sur le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation, à la répartition équitable des ressources, le droit au logement et aussi le droit au travail.

Juliana Christine Boui Yodiam Commissaire à la Commission vérité, justice et réconciliation a reconnu ne pas disposer de connaissances approfondies sur les Droits économiques, sociaux et culturels. Pour elle, « cet atelier vient nous renforcer davantage la capacité en termes des instruments internationaux qui vont nous permettre à la suite, dans nos activités, dans nos missions d'essayer de mettre en application les acquis auprès de la population pour leur permettre de comprendre et de savoir ce que c'est que les droits économiques, sociaux et culturels ... ».

Des représentants du Haut conseil de la communication, de la Commission vérité justice réparation et réconciliation et de la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance de différents ministères ont aussi été sensibilisés. ■

Par Grace Ngbaleo

VAKAGA

30 LEADERS COMMUNAUTAIRES SENSIBILISÉS SUR LES STRATÉGIES DE PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la campagne pour la Culture de la paix, 30 leaders communautaires et autorités locales, dont sept femmes, ont pris part à un atelier de sensibilisation organisé le 16 mai 2023, par le bureau de la MINUSCA de Birao. Les participants ont échangé sur les causes des conflits et les stratégies de promotion de la culture de la paix.

Organisé par la Division de la communication, en collaboration avec les Divisions des Affaires civiles, des Droits de l'Homme et la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, cet atelier a permis aux participants d'être édifiés sur les stratégies à mettre en œuvre pour promouvoir et consolider la paix dans la Vakaga.

Présent à l'atelier, le Président du Tribunal de grande instance de Birao, Lionel Jospin Badonga, a soutenu que : « Pour lutter contre les conflits au sein des communautés, il est impérieux d'accepter l'autre dans sa diversité, d'éviter de recourir à la justice personnelle et de promouvoir toujours le dialogue et la cohésion sociale ».

Parlant du dialogue et de la cohésion sociale, le représentant du chef du bureau de la MINUSCA Birao, Julien Mpoyi, a signifié aux leaders communautaires qu'ils ont un grand rôle à jouer. « Du fait de votre position sociale, vous êtes des références dans vos communautés. Les gens vous écoutent. Donc, soyez des ambassadeurs et messagers de la paix. Faites comprendre à vos communautés que la paix n'a pas de prix », a-t-il dit.

Dans la même logique, le représentant du préfet de la Vakaga, Youssouf Ramadane, a appelé les participants à « faire preuve de tolérance ».

A l'issue des travaux, les participants ont exprimé leur reconnaissance et satisfaction à la MINUSCA d'avoir organisé cet atelier qui leur a permis de discuter des problèmes réels

qui minent la Préfecture. En tant que leaders communautaires, ils ont reconnu le rôle qu'ils doivent jouer pour mieux promouvoir la paix. « Nous sommes conscients que nous sommes dignes de foi, car, les gens nous écoutent. La Vakaga était délaissée auparavant car il manquait beaucoup d'infrastructures... C'est ce qui faisait que beaucoup de jeunes prenaient des armes et revendiquaient. Avec l'appui de la MINUSCA, beaucoup de réalisations ont été faites et nous travaillons au jour le jour pour sensibiliser les jeunes sur les valeurs de la paix et du vivre ensemble », a soutenu Hamadine Amagour, Chef du groupe Bangui Mourai.

Pour sa part, la représentante des Wali Gara du marché central de Birao, Amagoumach Machouwa, a regretté tout le temps perdu dans les conflits et surtout les souffrances qu'ont vécues les femmes. « Il est temps que nous travaillions davantage à sensibiliser nos enfants, maris et nos frères sur l'importance du vivre ensemble et de l'acceptation de l'autre, peu importe son origine », a-t-elle plaidé.

Quelles sont les causes des conflits en République centrafricaine en général et dans la Vakaga en particulier ? Quelles sont les stratégies à mettre en œuvre pour promouvoir et consolider la paix ? Ce sont entre autres, les questions qui étaient à l'ordre du jour de cet atelier et sur lesquelles les participants ont échangé. ■

Par Mamadou Tankoano



LE PREMIER CARREFOUR DE L'EMPLOI DE BANGUI AVEC LA PARTICIPATION DE LA MINUSCA

La Section des ressources humaines de la MINUSCA a participé au « Le 1er Carrefour de l'emploi », organisé par le ministère du travail, de la sécurité sociale et de la formation professionnelle à Bangui, les 12 et 13 mai 2023. L'objectif est de favoriser le contact direct entre employeurs et demandeurs d'emploi pour discuter des opportunités et des procédures de recrutement.

A cette occasion, la Section des ressources humaines a présenté au public les opportunités d'emploi disponibles au sein de la Mission, les procédures de recrutement ainsi que les possibilités de formations à l'intention de son personnel. En plus de répondre à toutes les autres préoccupations des personnes présentes, des documents relatifs aux activités de la Mission ont été également exposés et distribués.

La ministre du travail, de la sécurité sociale et de la formation professionnelle, Annie Michelle Mouanga, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Laurent Sissa Magale, ont présidé au lancement de l'événement. Ils ont longuement échangé avec la Section des ressources humaines de la MINUSCA en présence du public, majoritairement composé d'étudiants et de demandeurs d'emplois.

Zacky Iyane Sy, responsable du recrutement à la MINUSCA a expliqué à l'assistance que désormais, les postes à pourvoir seront visibles à travers le monde et les Centrafricains de la diaspora pourront candidater sans venir à Bangui. Autre point évoqué : la nationalisation des postes. « On va graduellement prendre des postes internationaux pour en faire des postes nationaux ...pour qu'à la fin de la Mission, il reste des centrafricains formés adéquatement », a-t-il déclaré.



Pour soutenir le processus de mutualisation de la Feuille de route conjointe de Luanda et l'APPR au niveau local, le bureau de la MINUSCA de Paoua a remis des équipements de près de quatre millions de francs CFA, à la sous-préfecture de Bozoum. Le don était composé d'un système complet d'électrification solaire, deux ordinateurs, deux imprimantes et du matériel de sonorisation. Pour la remise, une équipe conduite par la Cheffe du Bureau de la MINUSCA à Paoua s'est rendue à Bozoum et accueillie par le préfet de l'Ouham Pende Dieudonné Youngaina le 23 mai 2023.

Le saviez-vous ?

POUR MIEUX FAIRE connaître le mandat de la MINUSCA de toutes couches de la population de Paoua, le bureau de la MINUSCA est allé à leur rencontre à travers une caravane de motos le 19 mai 2023. Une Cinquantaine de mototaxis, ambassadeurs choisis pour cette activité, avaient été mobilisées pour la cause à travers les rues de Paoua pour sillonner des zones stratégiques comme la Mairie, le marché, le Lycée et terminer sur le terrain de football de l'école primaire de la ville. ■



#MINUSCA



Toute l'**actualité** de la
MINUSCA sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA

